



## CHAPITRE 33

Loi modifiant le Code du travail

[Sanctionnée le 17 juillet 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.  
141, a. 20,  
mod.

1. L'article 20 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141), remplacé par l'article 9 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 9 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Accréditation  
d'associations  
reconnues.

« Les associations qui étaient reconnues par la Commission hydroélectrique de Québec ou la Ville de Montréal le 2 août 1969 pour représenter des groupes de personnes comprenant en totalité ou en partie des gérants, surintendants, contremaîtres ou représentants de leur employeur dans ses relations avec ses salariés et qui, à cette date ou dans l'année précédant cette date, étaient à leur égard parties signataires à une entente collective de travail, sont à compter du 17 juillet 1970 des associations accréditées à leur égard comme si l'accréditation avait été accordée par un commissaire-enquêteur; à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972, ces associations sont soumises aux règles générales alors applicables à l'accréditation. »

Entrée en  
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

## CHAPTER 33

An Act to amend the Labour Code

[Assented to 17th July 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 20 of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141), replaced by section 9 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 9 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by adding at the end the following paragraph:

R.S., c.  
141, s. 20,  
am.

"The associations which were recognized by the Québec Hydro-Electric Commission or the City of Montreal on the 2nd of August 1969 to represent groups of persons comprising, in whole or in part, managers, superintendents, foremen or representatives of their employer in its relations with its employees and which, on such date or during the year preceding such date, were, with respect to them, signatories of a collective labour arrangement, shall from the 17th of July 1970 be certified associations with respect to them as if certification had been granted by an investigation commissioner; from the 1st of January 1972, such associations shall be subject to the general rules then applicable to certification."

Certain  
recogn-  
ized as-  
sociations  
deemed  
certified.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.